



CONSEIL

Cent soixante et onzième session

Rome, 5-9 décembre 2022

Informations actualisées sur les activités de la FAO relatives à la crise alimentaire mondiale

Résumé

S'appuyant sur les documents du Conseil portant les cotes CL 170/6 et CL 170/7, le présent document donne des informations actualisées sur la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et les risques associés, ainsi qu'une vue d'ensemble des activités menées par la FAO en réponse aux défis qui se posent actuellement sur le plan de la sécurité alimentaire.

Il montre que les conflits et les tensions géopolitiques, les phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus fréquents, les ralentissements et fléchissements économiques – notamment ceux imputables à la pandémie de covid-19 – et l'aggravation des inégalités sont des déterminants majeurs de la faim et de la malnutrition dans le monde.

La FAO a contribué de manière décisive à structurer la réponse des acteurs de la sphère alimentaire et agricole à la crise alimentaire mondiale en fournissant en temps utile des informations neutres sur les marchés, la sécurité alimentaire et la nutrition, en agissant comme un partenaire digne de confiance dans la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, en élaborant des propositions d'action ciblées et en mettant en œuvre un ensemble d'interventions d'urgence et d'interventions humanitaires concrètes.

La réponse de la FAO à la crise alimentaire mondiale ne se limite pas aux interventions spécifiques décrites dans ce rapport. Dans le cadre de l'appui qu'elle apporte à la transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, ne laissant personne de côté, la FAO déploie une combinaison de mesures à court et à long terme destinées à mettre l'ensemble des atouts de son Cadre stratégique au service de la riposte à la crise actuelle.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des informations présentées et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Pour toute question concernant le contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.Torero@fao.org

I. Introduction

1. Après s'être partiellement remise en 2021 du ralentissement engendré par la pandémie de covid-19 en 2020, l'économie mondiale a connu une nouvelle phase de repli en 2022, imputable à la superposition de plusieurs crises – effets tenaces de la pandémie de covid-19, répercussions mondiales de la guerre en Ukraine, flambée des prix des produits alimentaires et inflation globale, et durcissement des conditions financières dans la plupart des régions. S'appuyant sur les documents du Conseil portant les cotes CL 170/6 et CL 170/7, qui décrivaient en détail l'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire dans le monde et faisaient le point sur l'action de la FAO face à la pandémie de covid-19, le présent document donne des informations actualisées sur la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et les risques associés ainsi qu'une vue d'ensemble des activités menées par la FAO en réponse à la crise alimentaire.

II. Situation mondiale de la sécurité alimentaire et risques associés

A. Situation de la sécurité alimentaire dans le monde

2. D'après les estimations du dernier rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, publié en juillet 2022, le nombre de personnes souffrant de faim chronique dans le monde a augmenté jusqu'à atteindre 828 millions en 2021, soit une hausse de 150 millions depuis l'apparition de la pandémie de covid-19 et de 46 millions par rapport à 2020. Après être restée relativement stable depuis 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans le monde a connu une hausse soudaine, passant de 8,0 pour cent en 2019 à 9,3 pour cent en 2020, puis a continué d'augmenter à un rythme plus lent en 2021, pour s'établir à 9,8 pour cent.

3. Le rapport indique en outre que quelque 2,3 milliards de personnes (29,3 pour cent de la population mondiale) étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021 – soit 350 millions de personnes de plus qu'avant la pandémie de covid-19 – et que 11,7 pour cent de la population mondiale faisaient face à une insécurité alimentaire grave. Le rapport estime enfin qu'entre 2019 et 2020, le nombre de personnes n'ayant pas les moyens d'avoir une alimentation saine dans le monde a augmenté de 112 millions pour atteindre 3,1 milliards.

4. Selon la mise à jour semestrielle du rapport mondial sur les crises alimentaires 2022 (*Global Report on Food Crisis 2022 Mid-Year Update*) et le rapport sur les points névralgiques de la faim (*Hunger Hotspots*), publiés l'un et l'autre en septembre 2022, l'insécurité alimentaire aiguë a continué de s'aggraver également. Jusqu'à 222 millions de personnes devraient être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et avoir besoin d'une aide d'urgence dans 53 pays et territoires (phase 3 ou supérieure du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire/Cadre Harmonisé [IPC/CH] ou indicateur équivalent). Selon les projections, environ 45 millions d'entre elles, dans 37 pays, auront si peu à manger qu'elles souffriront de malnutrition sévère, seront en danger de mort, ou d'ores et déjà confrontées à la réalité de la famine et de la mort (phase 4 ou supérieure de l'IPC/CH). L'Afghanistan, l'Éthiopie, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen affichent le niveau d'alerte le plus élevé et requièrent l'attention la plus urgente, s'agissant de pays dont les populations subissent la famine ou sont appelées à la subir, ou risquent de connaître une détérioration de leur situation pouvant conduire à la famine¹.

¹ Le Nigéria, qui figure sur cette liste, n'atteint la phase 5 ni dans les analyses actuelles ni dans les analyses de projection. Cependant, sa situation pourrait s'aggraver en raison de la conjonction d'un niveau d'insécurité alimentaire déjà critique (situation d'urgence, phase 4 de l'IPC) et de facteurs aggravants sévères.

B. Déterminants de la crise mondiale

5. Les conflits et les tensions géopolitiques, les phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus fréquents, les ralentissements et fléchissements économiques – en particulier ceux imputables à la pandémie de covid-19 – et l'aggravation des inégalités sont les principaux déterminants de la faim et de la malnutrition dans le monde. Ces facteurs, qui surviennent souvent simultanément, continuent de limiter la quantité et la qualité des aliments auxquels les populations ont accès, tout en aggravant la situation budgétaire de nombreux pays qui tentent d'atténuer leurs conséquences.

6. Dans ce contexte, la guerre en Ukraine, qui met aux prises deux acteurs majeurs du marché des produits agricoles, devrait avoir une incidence sur la trajectoire de la sécurité alimentaire dans le monde. La Fédération de Russie et l'Ukraine sont deux exportateurs nets de produits agricoles et jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux de denrées alimentaires et d'engrais, où les disponibilités à l'exportation sont souvent fortement concentrées. La guerre a déjà des répercussions sur les marchés agroalimentaires mondiaux par l'entremise du commerce, de la production, des prix et de l'énergie, ce qui pèse sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau mondial.

C. Risques pour la sécurité alimentaire mondiale

La hausse des prix des produits alimentaires représente une menace sérieuse pour l'accès aux aliments.

7. Depuis mai 2020, on constate à l'échelle mondiale une hausse régulière des prix de la plupart des produits alimentaires. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint un niveau record en mars 2022, en hausse de 34 pour cent par rapport à son niveau un an auparavant. Il a diminué depuis, enregistrant en septembre 2022 son sixième mois consécutif de recul. Cela étant, malgré un repli de 14,6 pour cent par rapport à son pic du mois de mars, il restait supérieur de 5,5 pour cent à sa valeur un an plus tôt – laquelle était déjà élevée.

8. Les facteurs faisant évoluer les prix internationaux des produits alimentaires sont complexes, car, en plus des paramètres fondamentaux des marchés, d'autres facteurs ou paramètres extérieurs aux marchés alimentaires peuvent entrer en jeu. De fait, une multitude de facteurs ont contribué à l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires: conditions météorologiques défavorables dans les principaux pays producteurs, hausse des coûts de production et de transport, désorganisation des chaînes d'approvisionnement due à la pandémie de covid-19, incertitudes concernant les restrictions à l'exportation appliquées par les grands pays exportateurs, et vigueur de la demande mondiale d'aliments pour la consommation humaine et animale.

9. La flambée des prix mondiaux des produits alimentaires est un facteur clé de l'augmentation du coût des importations. Les dépenses d'importations alimentaires mondiales devraient atteindre un nouveau record en 2022 en dépassant 1 900 milliards d'USD, montant supérieur de 10,3 pour cent (presque 181 milliards d'USD) au record enregistré l'an dernier. Cette hausse anticipée est principalement imputable à l'effet prix, puisque l'on s'attend à ce que l'enchérissement des cours mondiaux y contribue à hauteur de 157 milliards d'USD.

10. L'Initiative céréalière de la mer Noire a été négociée et signée le 22 juillet 2022 dans l'objectif de calmer les marchés et de faciliter les exportations de céréales et d'autres produits alimentaires depuis l'Ukraine. En date du 20 octobre 2022, environ 8 millions de tonnes de céréales et d'autres denrées alimentaires ont été exportées depuis les ports ukrainiens, dont 23 pour cent vers des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 25 pour cent vers des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 52 pour cent vers des pays à revenu élevé. En termes de composition par produits, le maïs représentait 42 pour cent des exportations, le blé 30 pour cent et les produits du tournesol 14 pour cent, la fraction restante correspondant à divers autres produits². L'initiative est supposée être reconduite 120 jours après la date de sa signature.

² On trouvera de plus amples informations sur la page web de l'initiative: <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative>.

La flambée des prix des engrais et d'autres intrants est source de risques pour les disponibilités alimentaires.

11. S'il existe actuellement un problème d'accès à la nourriture dans le monde, les quantités globales de produits alimentaires disponibles sont suffisantes pour nourrir l'ensemble de la population mondiale. Néanmoins, le manque d'engrais et leur coût élevé soulèvent des inquiétudes pour les prochaines campagnes de semis. Les prix mondiaux des engrais ont grimpé en flèche depuis la fin de 2021, conséquence de la hausse des prix de l'énergie et du gaz naturel, de la pandémie de covid-19 et des mesures de restriction des échanges imposées par certains grands pays exportateurs.

12. Les hausses les plus notables concernent les engrais azotés (N), les prix de l'urée ayant presque quadruplé depuis 2020. Les prix des engrais phosphatés (P) ont eux aussi fortement augmenté, tandis que les prix des engrais potassiques (K) ont été moins affectés jusqu'au début de 2022. En septembre 2022, les prix des engrais azotés, dont la fabrication est très tributaire du gaz naturel, ont encore augmenté, mais les prix des autres engrais ont légèrement reculé avec le fléchissement de la demande saisonnière.

13. Sachant que les prix des engrais et des autres produits dont la fabrication nécessite beaucoup d'énergie ne font qu'augmenter sous l'effet de la guerre en Ukraine, les coûts de production, de manière générale, s'envolent. Cette situation engendre des difficultés supplémentaires pour les agriculteurs, qui voient leur rentabilité et leurs recettes s'amenuiser, et qui pourraient être amenés – c'est du moins ce que l'on craint – à réduire leurs applications d'engrais et d'autres intrants, avec à la clé une baisse de la production en 2023. Un tel scénario pourrait entraîner un problème de disponibilités alimentaires, qui s'ajouterait à la crise actuelle d'accès aux aliments.

L'apathie de la croissance économique et la hausse de l'inflation entraînent d'autres risques.

14. En octobre 2022, le Fonds monétaire international (FMI) faisait observer dans ses *Perspectives de l'économie mondiale* que l'activité économique mondiale subit un ralentissement généralisé et plus marqué que prévu, l'inflation se hissant à des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis plusieurs décennies. La croissance économique devrait ralentir, passant d'un taux estimé de 6,0 pour cent en 2021 à 3,2 pour cent en 2022 et 2,7 pour cent en 2023. Il s'agirait de la croissance la plus faible depuis 2001 si l'on fait exception de la crise financière mondiale de 2008 et de la phase aiguë de la pandémie de covid-19. L'inflation mondiale devrait grimper de 4,7 pour cent en 2021 à 8,8 pour cent en 2022, avant de refluer à 6,5 pour cent en 2023, puis à 4,1 pour cent en 2024³.

15. Les effets négatifs du conflit sur les économies de l'Ukraine et de la Fédération de Russie ont des retombées dans le monde entier par l'entremise des marchés des produits, du commerce et des circuits financiers. Le fléchissement de la croissance économique observé dans de nombreuses régions du monde retentit sur la demande d'aliments, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec des conséquences négatives pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Il est probable également que la croissance moindre du produit intérieur brut (PIB) réduira la quantité de fonds disponibles aux fins du développement et de l'aide humanitaire, surtout si les dépenses militaires mondiales continuent d'augmenter.

III. Réponse de la FAO

16. Cette section présente les réponses apportées dans les domaines fonctionnels clés de l'Organisation face aux défis qui se posent actuellement sur le plan de la sécurité alimentaire. Ces réponses relèvent principalement des catégories suivantes: fourniture d'informations en temps utile, contribution à la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, renforcement des interventions

³ Fonds monétaire international. 2022. *Perspectives de l'économie mondiale: Riposter à la crise du coût de la vie*. Washington (États-Unis). Octobre. Disponible ici: <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.

humanitaires et des interventions d'urgence, et élaboration de propositions portant sur des domaines d'action essentiels.

Fourniture en temps utile d'informations neutres et à jour

17. **Informations destinées à améliorer la transparence des marchés alimentaires et à étayer l'action publique.** Dans le cadre de ses activités ordinaires d'analyse des marchés et d'alerte rapide, la FAO a fourni des données et informations actualisées et objectives sur l'évolution et les perspectives des marchés. On peut citer notamment ses rapports réguliers sur les prix des produits alimentaires – au moyen de la publication mensuelle de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires et du bulletin consacré au suivi et à l'analyse des prix alimentaires –, la publication du bulletin de suivi des marchés (Market Monitor) du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), qui présente une vue d'ensemble des principales évolutions sur les marchés du blé, du maïs, du riz et du soja, ainsi que la publication, dans le cadre du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), du rapport *Perspectives de l'alimentation*, qui donne un aperçu approfondi des marchés de denrées alimentaires, et du rapport *Perspectives de récolte et situation alimentaire*, qui comprend une analyse de la situation en matière d'alimentation et de sécurité alimentaire par région géographique. Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, la FAO a en outre préparé une série d'exposés et de notes d'information, notamment des évaluations des conséquences de la guerre pour les marchés agroalimentaires et la sécurité alimentaire dans le monde. Tous ces documents sont publiés sur la page web de la FAO consacrée à ses interventions dans le cadre de la crise en Ukraine et sont accessibles au public.

18. **Renforcement des informations, des évaluations et des analyses relatives à la sécurité alimentaire dans le cadre d'initiatives menées avec des partenaires.** En qualité de codirigeante du Réseau mondial contre les crises alimentaires (aux côtés de l'Union européenne et du Programme alimentaire mondial [PAM]), la FAO a publié le rapport mondial annuel sur les crises alimentaires (*Global Report on Food Crises*) en mai 2022 et sa mise à jour semestrielle en septembre 2022, ainsi que deux éditions du rapport sur les points névralgiques de la faim (*Hunger Hotspots*) et deux éditions du rapport sur la surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en proie à une crise alimentaire et en situation de conflit (*Monitoring Food Security in Food Crisis Countries with Conflict Situations*)⁴, sans oublier des notes d'information informelles à l'appui des discussions et des interventions du Conseil de sécurité de l'ONU. La Plateforme de données sur les situations d'urgence (DIEM) de la FAO continue de recueillir des données primaires dans 30 pays en proie à des crises alimentaires, offrant un panorama régulièrement mis à jour et facilement accessible des moyens d'existence agricoles et de l'insécurité alimentaire dans les environnements fragiles, et ouvrant la voie à des mesures d'atténuation et des interventions.

19. Au travers du **Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)**, une initiative multipartite novatrice qui vise à améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition et la prise de décisions, la FAO aide à déterminer l'ampleur et la gravité de l'insécurité alimentaire aiguë et chronique et des situations de malnutrition aiguë dans les pays. Les évaluations sont menées en collaboration avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile et d'autres acteurs concernés, sur la base d'un protocole reposant sur des normes scientifiques reconnues au plan international. Leurs résultats guident l'élaboration des interventions en situation d'urgence, ainsi que des politiques et des programmes à moyen et long terme. L'IPC et le Cadre Harmonisé (CH), l'équivalent de l'IPC en Afrique de l'Ouest et au Sahel, couvrent actuellement 47 pays, et des propositions sont à l'étude qui pourraient déboucher sur un élargissement notable de la couverture de l'IPC. La FAO a également apporté son expertise aux fins de l'élaboration d'un tableau de bord sous les auspices de l'**Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire**. Ce tableau de bord exploite d'importantes ressources de données de la FAO, notamment la prévalence de la sous-alimentation, l'échelle de mesure de

⁴ [Monitoring food security in food crisis countries with conflict situations \(fao.org\)](https://www.fao.org/publications/monitoring-food-security-in-food-crisis-countries-with-conflict-situations), mai 2022; prochaine édition: novembre 2022.

l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES) et les données provenant du Réseau mondial contre les crises alimentaires et de l'IPC.

Gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire

20. La FAO a contribué à préciser les contours des approches de gestion de la crise alimentaire mondiale au travers d'un large éventail de dispositifs de gouvernance mondiale. Voici quelques-uns des principaux points à retenir:
- a. Lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU de mai 2022, le Directeur général de la FAO a alerté les Membres du Conseil de sécurité sur le fait que les conflits restent le principal facteur de la faim et appelé à ce que davantage de fonds soient alloués à l'agriculture lors des interventions d'urgence pour garantir la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires dans les situations de crise.
 - b. La FAO codirige le volet d'activité consacré à l'alimentation au sein du Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Ce groupe épaulé les décideurs dans la recherche de solutions et la définition de stratégies qui aideront les pays à surmonter les crises alimentaires, énergétiques et financières, toutes liées les unes aux autres. Il a élaboré trois notes techniques, accessibles au public.
 - c. L'Économiste en chef de la FAO a fixé le cadre d'une session intitulée «Time to Act Together: Coordinating Policy Responses to the Global Food Crisis» (Il est temps d'agir ensemble – Coordonner l'action face à la crise alimentaire mondiale), convoquée par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et le Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) le 18 juillet 2022 à New York.
 - d. Le Directeur général de la FAO a abordé les problèmes liés aux crises alimentaires lors de plusieurs réunions ministérielles du G7 et présenté une stratégie de riposte à la crise lors d'une conférence de haut niveau organisée par la présidence du G7 à Berlin (Allemagne) sur le thème «Unis pour la sécurité alimentaire mondiale».
 - e. À l'occasion de la réunion conjointe des ministres des finances et de l'agriculture du G20, le Directeur général de la FAO a alerté les dirigeants mondiaux sur le risque que la crise de l'accès aux aliments ne devienne une crise des disponibilités alimentaires et a formulé des propositions d'action pour tracer un itinéraire de sortie de la crise alimentaire mondiale.
 - f. La FAO a uni ses forces à celles des dirigeants du FMI, du Groupe de la Banque mondiale, du PAM et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour publier une deuxième déclaration commune sur la crise mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Cette déclaration souligne la nécessité de soutenir l'efficacité de la production et des échanges commerciaux, d'améliorer la transparence, d'accélérer l'innovation et la planification commune, et d'investir dans la transformation des systèmes alimentaires.
 - g. La FAO a continué de renforcer son rôle de chef de file dans plusieurs organes importants ayant des fonctions de convocation et de coordination. En sa qualité de codirigeante du Réseau mondial contre les crises alimentaires, elle a continué de suivre l'évolution de l'insécurité alimentaire aiguë et encouragé la recherche et la mise en œuvre de solutions durables face à l'insécurité alimentaire aiguë, notamment en **organisant deux dialogues ministériels régionaux** (en Afrique de l'Est⁵ et de l'Ouest⁶) avec les organisations régionales et les gouvernements concernés. Par ailleurs, le module mondial d'action groupée en matière

⁵ <https://igad.int/igad-regional-ministerial-meeting-to-agree-on-the-process-of-strengthening-adapting-and-accelerating-national-and-regional-efforts-to-address-food-crises-in-east-africa/#>.

⁶ <https://search.oecd.org/fr/csao/apropos/evenements/food-nutrition-crises-april-2022.htm>.

de sécurité alimentaire (codirigé par la FAO et le PAM) a effectué un suivi des besoins humanitaires mondiaux en matière d'aide alimentaire et d'appui aux moyens d'existence, et a publié une déclaration commune des modules d'action groupée sur la famine et les crises alimentaires.

Interventions humanitaires et en situation d'urgence

21. En 2022, la FAO a continué d'intensifier sa programmation d'interventions dans le domaine humanitaire et le renforcement de la résilience, et compte venir en aide à un nombre de personnes plus élevé que les 30 millions auxquelles elle a fourni, en 2021, une assistance agricole vitale d'urgence ayant permis d'agir avec un bon rapport coût-efficacité. La FAO préconise de donner à l'investissement dans l'agriculture une place centrale dans les interventions humanitaires menées en réponse à la crise alimentaire mondiale. Selon une estimation prudente, deux tiers des personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë vivent de l'agriculture. En Somalie, par exemple, les personnes exposées à un risque immédiat de famine sont les agropasteurs, qui ne pourraient pas survivre sans leurs troupeaux. Or, à l'échelle mondiale, tout juste 8 pour cent des fonds de l'aide humanitaire destinés au secteur de la sécurité alimentaire sont alloués à l'agriculture. Dans un contexte de crise mondiale du coût de la vie, l'appui aux moyens d'existence est une solution qui permet, pour un coût très raisonnable, de faire en sorte qu'un maximum de nourriture soit disponible pour les personnes démunies. Les principales interventions menées par la FAO dans les pays affichant le niveau d'alerte le plus élevé sont récapitulées à l'annexe 1.

Propositions d'action

22. **Mécanisme de financement des importations alimentaires.** Dès avril 2022, la FAO a proposé d'établir un mécanisme de financement des importations alimentaires pour aider les pays à faire face à la flambée des prix des produits alimentaires importés et améliorer l'accès aux aliments à l'échelon des pays. S'appuyant sur une évaluation technique approfondie, le mécanisme couvre 62 pays représentant une population totale de 1,78 milliard de personnes. À cet égard, la FAO se félicite de la décision du Conseil d'administration du FMI d'approuver la création d'un guichet «chocs alimentaires» destiné à fournir l'accès à des financements d'urgence aux pays rencontrant des problèmes de balance des paiements liés à la crise alimentaire mondiale. La FAO est prête à fournir tout l'appui technique nécessaire pour faciliter la mise en œuvre de cet instrument, qui cadre bien avec le mécanisme de financement des importations alimentaires proposé par l'Organisation. Une réunion informelle d'information sur le mécanisme a été organisée le 13 septembre 2022 à l'intention des Membres, et la présentation a été téléchargée sur le Portail des Membres.

23. **Évaluations relatives aux engrais et réponses sur le plan des politiques.** Dans le cadre des évaluations des risques que fait peser la guerre en Ukraine sur les marchés agroalimentaires mondiaux et la sécurité alimentaire mondiale, évoquées précédemment, la FAO s'est également penchée sur le problème de la disponibilité et de l'accessibilité des engrais. Dès le 3 mars 2022, la FAO a organisé une réunion informelle à l'intention des Membres, au cours de laquelle elle a présenté un document qui décrivait l'étendue et les raisons de l'augmentation des prix des engrais. La FAO a ensuite préparé une note d'information plus complète abordant l'actualité récente des marchés mondiaux des engrais en vue de la 75^e session du Comité des produits, tenue en juillet 2022. En parallèle, la FAO a mis au point un outil en ligne de suivi du marché des engrais, qui permet aux pays de quantifier les importations encore nécessaires et les disponibilités à l'exportation pour la campagne agricole et l'année civile en cours. Les estimations sont ventilées en fonction des principaux engrais (azote, phosphate et potassium), et les résultats actualisés chaque mois. Face à la hausse du prix des importations et aux difficultés croissantes d'accès aux marchés internationaux des engrais, la FAO a conçu une méthode qui permet de déterminer les priorités pour l'allocation des disponibilités internationales d'engrais aux pays d'Afrique. Cette méthode et les résultats obtenus ont d'ores et déjà été présentés au Groupe mondial d'intervention en cas de crise et à l'initiative SUSTAIN-Africa et seront publiés prochainement sur le site web de la FAO. Enfin, la FAO et l'OMC sont en train d'élaborer un document passant en revue les tendances récentes et évaluant les restrictions

commerciales sur les marchés mondiaux des engrais ainsi que les besoins en engrais des pays vulnérables, dans l'objectif de proposer des solutions concrètes aux dirigeants du G20 d'ici le Sommet du G20 à Bali.

24. **Cartes des nutriments des sols.** L'état de santé des sols varie selon les régions du monde, et l'impact des disponibilités en éléments nutritifs dans les sols sur les rendements des cultures dépend de l'état actuel des sols, de la quantité d'eau disponible et des besoins des cultures. Les décisions en matière de gestion durable des sols, notamment celles relatives à l'application des engrais de tous types, devraient être étayées par des données analytiques sur les sols. Dans cette optique, la FAO encourage l'adoption du Code de conduite international sur l'utilisation et la gestion durables des engrais. À ce titre, elle recommande d'utiliser des cartes des nutriments des sols pour appuyer des prises de décisions éclairées favorisant une utilisation judicieuse des engrais, dans l'objectif d'aider les agriculteurs à améliorer leur productivité et à composer avec la hausse des prix des engrais, tout en protégeant l'environnement. Par l'intermédiaire d'un fonds fiduciaire, la FAO donnera un élan décisif à un projet de cartographie numérique des nutriments des sols visant à rendre l'utilisation des engrais plus efficace et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en Amérique centrale (Guatemala, Honduras) et en Afrique subsaharienne (Zambie). La FAO œuvre également au renforcement des capacités nationales d'analyse de la qualité des sols et des engrais au travers du Réseau mondial des laboratoires des sols et du Réseau international pour l'analyse des engrais. Le Partenariat mondial sur les sols établi par la FAO s'est engagé dans une démarche impulsée par les pays pour mettre au point le Système mondial d'information sur les sols et travaille actuellement, en collaboration avec les pays, à la mise en place de cartes mondiales des nutriments et du bilan nutritif des sols.

25. **L'approche «Une seule santé» et les zoonoses.** Les perturbations des chaînes d'approvisionnement, des services en matière de santé animale et végétale et des activités de surveillance ont une incidence sur l'alerte rapide, la prévention et le contrôle des zoonoses et des maladies et organismes nuisibles à fort impact touchant les animaux et les végétaux. S'ils ne sont pas contrôlés et endigués, les organismes nuisibles et les maladies peuvent exacerber les tensions sur la production, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que sur les services écosystémiques et le commerce, au risque de compromettre l'approche «Une seule santé» pour les animaux, les végétaux, les êtres humains et les écosystèmes. La FAO collabore avec les autres membres du partenariat quadripartite, à savoir l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dans le cadre du Plan d'action conjoint «Une seule santé» et du Cadre mondial FAO-OMSA pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières, pour apporter une perspective axée sur les systèmes agroalimentaires à l'assistance fournie aux pays en vue de renforcer la prévention et le contrôle des maladies à fort impact, d'intensifier la distribution des fournitures essentielles, telles que le vaccins, et de renforcer les systèmes d'alerte rapide et la gestion des situations d'urgence selon l'approche «Une seule santé». Pour intensifier l'action dans ce domaine, la FAO a lancé un fonds visant à intégrer l'approche «Une seule santé» dans les systèmes agroalimentaires, qui se concentrera sur les pays qui ont le plus besoin d'aide.

26. **Filets de sécurité sociale et protection sociale.** Dans de nombreux pays, les chocs sur les prix induits par le coût des produits alimentaires, des carburants et des engrais ont amputé le budget des ménages, déjà mal en point après deux années de pandémie qui ont causé des pertes d'emploi et de revenus. Des interventions à caractère humanitaire et des mesures de protection sociale seront nécessaires pour atténuer l'impact négatif de ces événements sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations dans le monde. À l'appui de ces mesures, la FAO a dirigé la rédaction d'une déclaration interinstitutions sur les interventions de protection sociale à mettre en place face aux chocs sur les prix des produits alimentaires, laquelle a été publiée en août 2022 par le Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale. Comme d'autres organismes internationaux, la FAO recommande aux pays d'étendre leurs programmes de protection sociale, soit en élargissant la couverture des programmes existants ou en augmentant le niveau des prestations actuellement servies, soit en adoptant de nouvelles mesures pour soutenir le pouvoir d'achat et la consommation alimentaire des ménages.

IV. Conclusions

27. La FAO a contribué de manière décisive à structurer la réponse des acteurs de la sphère alimentaire et agricole à la crise alimentaire mondiale en fournissant en temps utile des informations neutres sur les marchés, la sécurité alimentaire et la nutrition, en agissant comme un partenaire digne de confiance dans la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, ainsi qu'en élaborant des propositions d'action ciblées et en mettant en œuvre un ensemble d'interventions d'urgence et d'interventions humanitaires concrètes dans les pays.

28. La réponse de la FAO à la crise alimentaire mondiale ne se limite pas aux interventions spécifiques décrites dans ce document. Dans le cadre de l'appui qu'elle apporte à la transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, ne laissant personne de côté, la FAO déploie une combinaison de mesures à court et à long terme et met l'ensemble des atouts de son Cadre stratégique au service de la riposte à la crise actuelle.

29. Le Conseil est invité à prendre note des informations exposées dans le présent document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Annexe I

Principales interventions menées par la FAO dans les pays affichant le niveau d'alerte le plus élevé

En **Afghanistan**, d'ici la fin de 2022, la FAO aura fourni un appui aux moyens d'existence à 9 millions de personnes (soit 50 pour cent de la population rurale en phase 3 ou supérieure de l'IPC), sous la forme notamment de transferts en espèces, de kits pour la production de blé, d'appuis à la production de légumes et à la production domestique et d'aides pour le secours au bétail.

La **Somalie** a reçu plus de 24 millions d'USD en espèces, assortis d'un appui aux moyens d'existence, ainsi que des aliments, de l'eau et des traitements sanitaires de base pour plus de 11 millions de têtes de bétail. La FAO continue d'intensifier son appui aux communautés rurales qui sont les plus exposées à la famine; sous réserve de ressources suffisantes, elle espère venir en aide à plus de 2 millions de personnes d'ici la fin de 2022.

Au **Yémen**, on estime qu'un million de personnes ont reçu un appui d'urgence aux moyens d'existence, soit un tout petit peu plus de 50 pour cent de la population initialement visée. Cet écart est dû à des déficits de financement, qui risquent d'aggraver les niveaux de faim et de malnutrition aigües, déjà élevés, dans la population rurale du pays.

Au **Nigéria**, à peine 270 000 personnes ont reçu une aide en temps opportun avant la campagne des semis. Ce nombre est en net recul par rapport à 2021, où plus d'un million de personnes avaient bénéficié d'une aide lors de la campagne principale, et s'explique par d'importants déficits de financements.

En **Éthiopie**, 1,65 million de personnes dans la région du Tigré ont bénéficié de mesures vitales d'appui aux moyens d'existence depuis le début du conflit. En 2022, la FAO et les partenaires du Groupe de l'agriculture étaient prêts à distribuer 19 305 tonnes d'engrais dans la région du Tigré avant la fin août. Néanmoins, seules 10 907 tonnes ont pu être distribuées à quelque 218 140 ménages avant la reprise des hostilités et la fermeture du couloir humanitaire. En outre, dans les régions de l'Afar et de l'Amhara, également touchées par le conflit, plus de 375 000 personnes ont bénéficié de services de santé animale et reçu des quantités supplémentaires d'aliments pour animaux, des intrants agricoles et des transferts en espèces. Dans les régions d'Éthiopie en proie à la sécheresse, un appui d'urgence aux moyens d'existence a été fourni à plus de 2,5 millions de personnes à ce jour pour les aider à faire face à la détérioration des conditions – déstockage, approvisionnement en eau par camion, produits d'alimentation et de santé pour les animaux, et transferts en espèces. La FAO continue d'intensifier son action pour remédier aux effets de la sécheresse, en se concentrant sur les besoins et les priorités des communautés touchées.

Au **Soudan du Sud**, plus de 2,6 millions de personnes ont reçu un appui d'urgence aux moyens d'existence avant la principale campagne de semis et bénéficié d'interventions pour le bétail. En 2021, les distributions de semences d'urgence de la FAO ont représenté 35 pour cent environ de la production d'aliments de base du pays, ce qui démontre le rôle fondamental que joue l'appui humanitaire aux moyens d'existence pour le maintien d'un approvisionnement stable en aliments nutritifs, dans un contexte qui reste marqué par un degré d'instabilité élevé et l'exposition à des conditions climatiques extrêmes. À cause de la baisse des financements, la FAO a été contrainte de diviser par deux le nombre de bénéficiaires par rapport à ses objectifs initiaux.

En **Ukraine**, plus de 90 000 personnes vivant dans des régions rurales ont reçu une aide agricole d'urgence (plants de pommes de terre, semences de légumes, kits de blé d'hiver) et des aides en espèces. Pour protéger les récoltes et les réserves alimentaires existantes et à venir, la FAO a l'intention de fournir de quoi stocker 4,07 millions de tonnes de céréales (soit environ un quart de la production nationale), via la distribution de manchons à grains en polyéthylène, de machines de chargement et de déchargement et de diverses unités modulaires de stockage pour les petites et

moyennes exploitations. De même, les capacités d'exportation de céréales et d'autres produits alimentaires sont en voie d'être étoffées grâce au renforcement des installations de laboratoire nationales utilisées pour la certification des exportations, et une aide est fournie à la banque nationale de ressources phytogénétiques, qui a subi des dégâts.